

Le Directeur Général Adjoint

Monsieur Steven Curet
Président
Général Electric Wind France SA
11 rue Arthur III
44200 NANTES

Lettre recommandée avec A.R.
n° 2C 069 989 0285 2

Votre correspondant : Louis Linquier
Directeur de l'Aménagement, de l'Environnement & de l'Immobilier
Tél. : +33 (0)2 40 44 71 10
Courriel : l.linquier@nantes.port.fr

V/Réf. : -
N/Réf. : DAEI-21-0256-D

Nantes, le **3 DEC. 2021**

Objet : Recours gracieux contestant la décision du 19.10.2021 du projet logistique à Montoir-de-Bretagne transmis par GPMNSN à l'Ae le 30.11.2021.
PJ : 1.

Monsieur le président,

Par la présente, je vous confirme que nous avons envoyé le mardi 30 novembre 2021 à l'autorité environnementale notre recours gracieux contestant la décision rendue le 19 octobre 2021 à propos de notre projet logistique à Montoir-de-Bretagne. Vous en trouverez une copie en annexe de ce courrier.

Contrairement aux échanges que vous avez pu avoir avec nos avocats sur le contenu du projet de recours, nous avons finalement décidé de transmettre au CGEDD la version initiale du projet de recours telle que rédigée par le Cabinet DS.

En effet, il nous est apparu absolument nécessaire de focaliser l'attention de l'autorité environnementale sur les arguments juridiques présentés, en évitant de les diluer avec les informations de contexte rajoutées (et qui avaient déjà été, dans leur majeure partie, portées à la connaissance du CGEDD).

La vision extensive du CGEDD, qui requalifie notre opération immobilière en opération d'aménagement est très préjudiciable au projet que nous menons à vos côtés. C'est pourquoi nous avons souhaité être le plus efficace possible, sans entrer dans le contexte global de cette opération, qui pourra, si nécessaire, être développé devant le Juge administratif si l'autorité environnementale ne revenait pas sur sa « décision ».

Page 1/2



18, quai Ernest Renaud - BP 18609 - 44186 NANTES Cedex 4 - France - Tél. +33 (0)2 40 44 20 20 - Fax +33 (0)2 40 44 20 01

Siret 775 604 853 000 41

nantes.port.fr

GRAND PORT MARITIME DE NANTES SAINT-NAZAIRE



Il nous faut donc, à ce stade, agir sur un terrain uniquement juridique, les éléments de faits et techniques étant présentés dans les deux dossiers de cas par cas déjà déposés.

Naturellement, nous restons à votre disposition pour échanger sur ce dossier et vous informerons dès que nous aurons un retour du CGEDD. Nous continuons à travailler en parallèle sur la rédaction de l'étude d'impact, conformément au planning que nous vous avons présenté, afin de ne pas perdre davantage de temps.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.


Julien Dujardin,
Directeur Général Adjoint

Page 2/2